



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Developpement-social-et-humain>

HORS DE L'UNION EUROPÉENNE

Développement social et humain

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1055 - juin 2005 -

Date de mise en ligne : mercredi 1er novembre 2006

Date de parution : juin 2005

Description :

Échos d'Amérique du Sud : le forum international d'Économie Sociale et Solidaire apporte sa contribution à l'élaboration si nécessaire d'une autre organisation économique et financière.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ce n'est pas seulement l'Union européenne dont l'organisation économique est à repenser totalement pour qu'elle ne soit plus placée au seul service des intérêts d'un tout petit nombre, au mépris de tous les autres et de l'environnement. Partout dans le monde, des voix s'élèvent pour le dire. Par exemple, à Mexico, les 13 et 14 décembre dernier, s'est tenu le Forum International d'Economie Sociale et Solidaire, au cours duquel LUIS LOPEZLLERA, architecte et créateur de la Promotion du développement Populaire, a fait une remarquable intervention.

Renaud LAILLIER en a fait la traduction, dont voici de larges extraits :

Notre analyse de l'Histoire sera le support d'une proposition qui combine non seulement les facteurs économiques et sociaux relevant des entreprises elles-mêmes, mais aussi des facteurs financiers et monétaires vers une équation inédite reconstruisant le crédit parmi les Mexicains et parvenant à mobiliser et à articuler des millions de cellules économiquement durables.

Il faut récupérer la primauté du don et de la réciprocité, par-dessus les profits et l'accumulation. Il faut un dialogue avec les pouvoirs et que ceux-ci reconnaissent et respectent les instances de la société, et que les politiques publiques s'établissent conjointement.

METTRE EN PRATIQUE DES SYSTÈMES DURABLES

La brèche entre richesse et pauvreté continue à grandir de façon alarmante. Ceci exige une révision de fond des modèles de développement qui se sont pratiqués jusqu'à maintenant. Le Mexique est en crise économique depuis 1982. L'effondrement du modèle soviétique a laissé le champ entièrement libre au modèle capitaliste, et celui-ci a accru, dans le monde entier, son pouvoir asservissant. Mais l'annonce de la fin de l'histoire est une idée fallacieuse, car la sécurité et la paix restent hors de portée, au milieu de la misère, du mécontentement et de la violence.

Dans le monde, prédomine le modèle néo-libéral, magnifié par Reagan et Thatcher pendant la décennie 1980, et basé sur le développement individuel, sans frontière ni contrainte publique, avec, en toile de fond, le profit, mesuré essentiellement en termes de capital monétaire, comme étant le fruit du triomphe du fort sur le faible. C'est devenu patent par l'accumulation du pouvoir de sociétés transnationales après la deuxième guerre mondiale, et davantage encore depuis la décennie 1970. Ces transnationales opèrent par dessus la majeure partie des États-nations et façonnent l'économie selon leurs caprices et à leurs bénéfices exclusifs. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a maintenant une indépendance quasi absolue, elle est en marge des États...

Cette globalisation régnante est le fruit à la fois du triomphe militaire d'une puissance mondiale et des avancées des technologies de communication, du déplacement instantané des signes monétaires et d'une nouvelle structure transnationale qui réunit des ensembles productifs sans régulation ni contrôle frontalier, et sans considérations sociales ou écologiques. Tout est fait pour dominer les marchés et concentrer encore et toujours plus d'argent.

Pour servir leurs intérêts, les transnationales font pression sur le prix de la main d'oeuvre et c'est pourquoi tant de maquiladoras [1] migrent d'un pays à l'autre selon la "facilité" avec laquelle ils sont exploités. Le Mexique le sait mieux que quiconque [2].

L'actuelle globalisation essaie de se légitimer en exaltant le rêve de "l'american way of life" basé sur un consumérisme débridé qui chamboule les valeurs culturelles autochtones. Ce consumérisme gaspille l'énergie non renouvelable de façon totalement irresponsable, et va jusqu'à occasionner des guerres pour se l'approprier. Non seulement les peuples, mais toute la planète et son équilibre écologique sont atteints. Le corps social est désarticulé : les ressources humaines et matérielles ne parviennent pas à des objectifs aussi élémentaires que rémunérer le travail et la satisfaire les besoins vitaux de toute la population. Vives tensions et germes de violence se multiplient. Il est criminel de dissimuler ces faits, et même de s'y résigner.

En accroissant le pouvoir des groupes transnationaux, cette mondialisation a affaibli la fonction des instances gouvernementales. De sorte que la société civile, qui souffre, réclame non seulement que les institutions publiques soient réformées, mais qu'elle puisse participer à leur refondation. Et elle exige que soient distingués les intérêts communs et que ceux-ci aient priorité sur les intérêts strictement privés des sociétés anonymes. Nous sommes témoins d'une éclosion de mille propositions, de plaintes, de pressions, tant dans l'espace rural qu'en ville, de la part de gens qui ont perdu patience. Ils n'espèrent plus, ils exigent du gouvernement des conditions de travail, de revenus et de progrès qui soient à la fois justes et générales.

Ou bien ceci sera obtenu de manière concertée et constructive, ou bien le chaos et les pires formes de violence prédomineront.

En gros, voici les exigences communes sur lesquelles à peu près tout le monde est d'accord : réhabiliter le marché intérieur sans écarter les autres marchés ; renforcer les aides aux PME ; obtenir des microcrédits, de l'assistance technique, des moyens de commercialisation, etc ; créer des chaînes productives ; donner la priorité à l'agriculture pour une moindre dépendance alimentaire vis à vis de l'extérieur ; respecter l'environnement et aider les plus pauvres, sans clientélisme, ni sélection.

Organisés depuis l'extérieur, nous sommes atomisés, sectorisés et divisés... Ce qu'il faut, c'est une approche systémique et systématique. Considérer des ensembles économiques intriqués en réseaux, à toutes les étapes de la production et de la distribution, pour tenir compte de la grande diversité, de la créativité du travail humain, et des aspirations les plus légitimes de la population. L'économie doit être repensée dans toute sa complexité, là où se conjuguent et s'articulent, à différentes échelles, le travail, la production, le commerce, la consommation, la population et ses besoins.

REPENSER LE CRÉDIT

Et il faut aussi, car c'est essentiel, repenser la politique du crédit. Cesser de ne considérer que le court terme et trouver des formules vraiment durables. Transformer nos structures qui ne fonctionnent pas par des pratiques qui les intègrent systématiquement dans un tout qui fonctionne. Travailler sur la base de l'abondance des ressources humaines, et non par rapport à la rareté du capital. Valoriser toute la population, avec son travail et ses besoins légitimes, comme autant de sujets et non pas comme des objets, les massifiant dans l'anonymat. Mobiliser ce capital productif et faciliter l'échange et la consommation des produits et des services. Dépenser les approches machinistes du travail et revaloriser ce qui est culturel, scientifique et écologique. Privilégier le local et le nécessaire plutôt que le superflu, la redistribution des ressources plutôt que leur concentration.

Si l'aspect financier est si essentiel, c'est qu'actuellement, pour chaque peso que le Mexique utilise pour soulager la pauvreté, il sort douze autres pesos pour payer le "service de sa dette". Alors que nous, Mexicains, avons déjà payé 270 milliards à ce titre, nous en devons, paraît-il encore au moins 155 milliards. Cette gigantesque dette internationale du Mexique est pratiquement impayable et son service est une saignée permanente.

LE MARCHÉ EXTÉRIEUR

Le Mexique a misé sur le marché extérieur. S'il y a eu un progrès il est dû en grande partie à l'exploitation de son pétrole. Mais les investisseurs étrangers n'y cherchent que leur intérêt, ils ne se soucient pas de développement endogène et durable. En outre, le Mexique exporte de la main d'oeuvre, bien que celle-ci soit payée bon marché, elle lui vaut des envois d'argent qui, même s'ils l'aident, sont la marque d'un bouleversement culturel.

Les transactions financières planétaires atteignent en moyenne deux milliards de dollars par jour, je dis bien par jour, dont une part infime a une relation avec production et consommation de biens et de services réels. Tout le reste est spéculation. Ainsi l'argent est détourné de son rôle premier qui devrait être de faciliter les échanges entre producteurs et consommateurs, il est devenu un pouvoir de manipulation des crédulités et de l'ignorance.

Le Mexique n'est pas à l'abri de cette folie qui débouche sur des guerres. Le fait que le Fonds bancaire de protection de l'épargne est déjà dans des mains étrangères devrait susciter de vives inquiétudes. Pour aider à cette prise de conscience de la servitude persistante, je veux citer l'encyclique *Quadragesimo Anno* de Pie XI faisant allusion aux banques : « Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent et du crédit, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement, nul ne peut plus respirer »

Le Mexique est aujourd'hui frustré de sa grande tradition de solidarité. Il suffit de mentionner les coutumes de la Gualaguetza (tradition ancienne des peuples Zapotecs de la Sierra de Juarez) et de Tequio (travaux collectifs gratuits) qui rappellent l'économie du don, l'offrande et l'aide mutuelle par dessus l'économie de l'accumulation des seuls gains. Notre sang préhispanique nous prédispose vers une autre économie que l'actuelle et les éléments extrêmes des Caracoles (reprise en main par les forces sociales locales de leur propre économie et décisions à prendre) au Chiapas nous le rappellent vivement.

D'AUTRES CIRCUITS

Comme la moelle épinière qui transmet les influx et les réflexes dans le corps humain, il nous faut intégrer dans l'économie des circuits dans la production-distribution-consommation qui puissent systématiquement évoluer du petit vers le grand. De tels circuits impliquent la dimension du crédit social, dont la problématique actuelle n'est pas seulement financière (Trouver de rares ressources et les semer !) sinon monétaire (Qui émet la monnaie ? Et au bénéfice de qui ?) Rappelons nous que la fondation du Fonds Monétaire International fut le premier acte triomphal à sortir du rude débat pour les modèles de développement, après la seconde guerre mondiale (Bretton-Woods, juin 1944), donc, avant-même la création des Nations- Unies (juin 1945), ce qui montre de façon éloquente où a été située la priorité.

Soixante ans après, la dette internationale des Etats dépendants s'enfle. Sous l'hégémonie d'une devise éminemment impériale, le Mexique a une dette monstrueuse, gigantesque. Même si une nouvelle devise, l'euro, dispute son hégémonie au dollar dans le commerce mondial, la pauvreté augmente dans des proportions catastrophiques tandis que les guerres et l'insécurité se multiplient sans frontière.

DÉRIVES...

En reprenant les termes d'Aristote, qui distinguait l'économie (bien-être de la maison) du "chrématistique" (= faire de

l'argent par de l'argent), on peut dire qu'aujourd'hui la planète est enveloppée d'une gigantesque "chrématistique" sans bien-être général.

Depuis qu'après avoir mis plusieurs milliards de dollars dans la guerre froide et dans celle du Vietnam, Nixon déconnecta, en 1971, le dollar de l'or, des chiffres multimillionnaires circulent instantanément de par le monde ; ils donnent l'apparence d'une valeur réelle, mais ce ne sont, en vérité, que pures spéculations.

Rénovant la tradition millénaire du nécessaire pardon rédempteur tous les 50 ans, le Pape Jean- Paul II a fait la promotion en long et en large de la campagne du Jubilé 2000, insistant sur l'élimination de la dette internationale, à commencer par les pays les plus pauvres. Sa campagne n'a pas été suffisante, mais tôt ou tard, il faudra bien y arriver.

PRISE DE CONSCIENCE

Depuis une trentaine d'années, en particulier dans la société civile, on prend conscience que cette économie dont nous souffrons est viciée à sa racine parce que l'essentiel de l'émission monétaire parce qu'elle est immensément lucrative, a été abandonné aux banques privées, à peu près toutes devenues transnationales.

Ce phénomène, au fil du temps, en est arrivé à une situation aujourd'hui totalement insoutenable.

Gestion de la monnaie, usure, spéculation, inflation et remèdes contre l'inflation, paradis fiscaux, par leurs effets dévastateurs et calamiteux, en arrivent à être autant criminels que l'exploitation du travail, le narco-trafic ou la guerre. Très peu de personnes savent que les banques font d'énormes bénéfices tout simplement en ouvrant des crédits ex-nihilo, c'est à dire font de l'argent à partir du néant.

DES SOLUTIONS À NOTRE PORTÉE

...Notre société devrait initier des solutions à sa portée. L'une d'elles consiste à se défaire progressivement de telles attaches monétaristes. Par exemple, l'Argentine, aujourd'hui, est en train de négocier avec le FMI une remise de plus de 50% de sa dette et l'on sait que la responsabilité de la débacle dont souffrit l'Argentine n'est pas unique.

Toute dette contractée au moyen de crédits trompeurs et, pire encore, par des dictatures ou des gouvernements à la solde de dictateurs, est une dette dite odieuse, qui doit être déclarée illégale et annulée.

La société doit ainsi restaurer ses moyens propres d'échange et de crédit. Il lui faut rénover les principes moraux de développement, jusqu'à une éthique qui accentue la dignité de toute personne humaine, l'importance de la communauté, de la convivialité et de la solidarité, pour atteindre un bien-être général par l'effort de tous. Et pas le bénéfice de seulement quelques uns, par privilège.

L'EXPÉRIENCE DES LUTTES

Pendant des décennies, la société civile a expérimenté des luttes pour le bien-être qui n'étaient pas basées dans le

paradigme du profit financier, mais dans celui de la générosité et du partage. Que de luttes pour le travail et l'autogestion, avant celles dictées par le profit ! Que de coopératives indigènes, de coopératives historiques, de syndicats luttant pour la cogestion des entreprises et autres formes d'activités économiques, familiales ou approchant, nous ont donné de leçons sur la lutte des gens pour vivre dignement. Je pense aux coopératives qui se développèrent jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, puis aux propositions collectives, parfois opposées au Gouvernement et à l'Eglise : aux coopératives de production, consommation, épargne et crédit, grâce auxquels aujourd'hui nous avons des prototypes consistants, entre autres, la Caisse Populaire Mexicaine, avec sa devise originale : « Pour un capital entre les mains du peuple », je pense aussi au réseau pionnier de coopératives de Tacambaro et à l'entreprise coopérativiste Pascual, pour n'en citer que quelques uns. Quelques coopératives et similaires furent appuyées par le paternalisme, la corruption et le « caciquisme » politique. Le néolibéralisme qui est aujourd'hui dominant s'est chargé de les marginaliser et de les disqualifier, en les considérant comme plus politiques et idéologiques que productives et constructives. Outre l'échec de beaucoup, il en résulte la primauté à l'individualisme sur la communauté, et des résultats catastrophiques en terme de dissolution sociale, d'atomisation et de triomphe du fort sur le faible. Certains soulignent que la prédominance donnée au marché sans protection sociale organisée par l'État, c'est mettre ensemble les poules sans défense et les renards.

LE POINT SENSIBLE

Les devises mondiales actuelles (dollar, euro, yen) sont conçues pour exploiter le marché, et comme elles ont une grande volatilité, elles ne correspondent plus aux valeurs réelles, sinon par la force des armes, la crédulité et les craintes des populations.

Pour beaucoup de gens, c'est l'argent qui manque. Alors, devant cette rareté artificielle, des communautés indigènes recourent au troc. Je peux en donner bien des exemples.

D'abord le réseau Purépecha de Troc et les 15 communautés riveraines du lac Patzcuaro qui ont 10 ans de pratique continue.

Puis les entreprises urbaines établies qui génèrent leur propre système IBS, "d'Inter-Echange de Bien et Services" (il y a 500 entreprises à Guadalajara qui utilisent le point IBS).

Et les associations locales qui conjuguent le DIF (Développement Intégral de la Famille), la Croix-Rouge et des entreprises socialement responsables pour établir d'abord un marché local (le Bazar), et ensuite un bon qui circule sans but lucratif comme le "Cajeme", ce qui se traduit par "encaissez-moi". Il s'agit d'une monnaie municipale inventée dans la ville de Obregon, dans l'État de Sonora. Parmi les initiatives pionnières, il faut citer le bon multitroc, le "tlaloc", qui est le symbole de valeur sans but lucratif. Il permet, dans la Vallée de Mexico et ses alentours, l'échange rural-urbain entre producteurs, commerçant et utilisateurs, élargissant de façon complémentaire la microéconomie, sans usure ni inflation.

Citons aussi le bon appelé "Bonito" créé par le réseau Viva la Tierra (=Vive la Terre) à Cuernavaca et la carte intelligente élaborée pour les mêmes buts par la fondation Ahora (=maintenant) à Aguascalientes.

D'autres régions sont également sur le point de commencer leur propre système : à Dolores Hidalgo, le Gto ; à Tlaxcala, le Tlax ; a Parras, le Coah ; a Mérida, le Yuc ; etc. Avec l'appui des autorités locales devait naître au début de 2005, le "Dinamo" dans la Delagacion Magdalena Contreras, comportant un système de troc.

De même que nos voisins Mayas Quichés au Guatemala sont en train de préparer l'émission d'un "Pop", ce qui se traduit par "Natte Tissée".

ÇA BOUGE... PARTOUT DANS LE MONDE

Ceci n'est qu'un aperçu de ce qui bouge et émerge dans ces régions.

Mais partout dans le monde on assiste à la création de systèmes autonomes dans lesquels l'argent n'est pas une forme de lucre mais « information et confiance, formation et responsabilité d'entreprendre », en somme du crédit effectif.

Il y en a des milliers sur les divers continents, depuis les LETS (Local Employment and Trade System) créés il y a vingt ans au Canada, puis en Australie, en Nouvelle Zélande et en Europe, en passant par les clubs de Temps des Etats-Unis, de l'Angleterre, d'Italie et du Japon, jusqu'à ce que se tienne au Brésil, en septembre 2004, la première rencontre des réseaux d'échanges qui utilisent divers types de monnaies sociales, dans à peu près tous les principaux États de ce pays. On peut donc dire qu'il existe en Amérique Latine des laboratoires sociaux sans but lucratif, qui, sous contrôle communautaire, servent à favoriser les échanges de biens, produits et services là où l'argent est raréfié, c'est à dire dans les couches appauvries.

La monnaie sociale y permet les échanges et fait la liaison entre le producteur et le consommateur, elle est créée là où il en faut et sans exiger d'intérêt.

La société récupère ainsi la capacité de se doter de permis pour unir travail et besoins, donc de résoudre d'une part, le manque d'emploi, et d'autre part, la satisfaction de ceux qui sont dans le besoin.

Cela démarre au niveau cellulaire de la microéconomie locale, passe ensuite au réseau, et de réseaux en réseaux, au niveau moyen.

Et cela va aller en se mondialisant comme une réponse vitale à l'autre mondialisation, virtuelle et fausse.

Ainsi, ce qui est parti du local avec la qualité de vie deviendra évidence devant le massacre occasionné au quotidien par la lutte du plus fort sur la masse des plus faibles.

Une autre économie est possible !

La société civile émerge !

[1] terme mexicain désignant, à l'origine, les usines de montage installées en grand nombre au Mexique, non loin de la frontière avec les États-Unis, puis dans les pays pauvres en général

[2] Ces dernières années, beaucoup d'usines de ce type ont quitté le Mexique pour se réinstaller en Chine.